	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.



En groupement de commande avec



**REPLACEMENT DES RADARS ET INSTALLATION D'ECDIS
(ELECTRONIC CHART DISPLAY AND INFORMATION SYSTEM) PAR
DU MATERIEL NACO MARINE (EX WARTSILA), SUR LES NAVIRES DE
LA FLOTTE OCEANOGRAPHIQUE OPERES PAR GENAVIR Y COMPRIS
LES PIECES DE RECHANGE.**


**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES PASSÉ
SELON LA PROCÉDURE FORMALISÉE
en Appel d'offre Ouvert**

(Articles R. 2124-1 à R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-7 à R. 2162-12 du code de la commande publique)











Dossier :


GNVR-08-2025

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p><u>Objet</u> : Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir y compris les pièces de rechanges.</p> <p>Marché public de Fournitures</p>
	<p><u>Imposition d'une marque</u> :</p> <p>Conformément à l'article R2111-7 du CCP, le besoin porte sur une marque en particulier afin d'équiper tous les navires de la flotte, des mêmes systèmes de navigation pour faciliter l'exploitation par un équipage formé sur un seul système.</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p style="text-align: center;">GENAVIR 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest CS 20071 29280 Plouzané</p>
	<p>Accord cadre en procédure formalisée</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021</p>
	<p>Genavir 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest 29280 Plouzané</p>
	<p>L'accord cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>L'accord cadre est multi attributaire : 2 attributaires maximum</p>
	<p>La durée d'exécution du marché public est de 48 mois.</p>
	<p>La forme des prix est définie au sein du présent document</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure des accords-cadres de prestations similaires en vertu de l'article R. 2122-5 du code de la commande publique.</p>

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2	ALLOTISSEMENT	4
1.3	DECOMPOSITION EN TRANCHES	4
1.4	LES MARCHES SUBSEQUENTS	4
2	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	4
3	SOUS-TRAITANCE	5
3.1	MODALITES D'ACCEPTATION ET D'AGREMENT	5
3.2	REGIME FINANCIER	6
4	PRIX – REGLEMENT DES PRESTATIONS	6
4.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	6
4.2	TYPE ET CONTENU DES PRIX	6
4.3	FORME DES PRIX	7
4.4	REGLEMENT DES COMPTES	8
4.5	PAIEMENT DES COTRAITANTS	9
4.6	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	9
5	CONDITIONS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES	10
5.1	MODALITES DE COMMANDE	10
5.2	DOCUMENTATION TECHNIQUE	11
5.3	PENALITES POUR RETARD	11
5.4	AUTRES PENALITES ET RETENUES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.5	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	11
5.6	CLAUDE DE NON EXCLUSIVITE	11
6	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
6.1	RETENUE DE GARANTIE	12
6.2	AVANCE	12
7	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS - ASSURANCES	12
7.1	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
7.2	PRESCRIPTIONS GENERALES	12
7.3	ASSURANCES	12
7.4	JUSTIFICATIFS A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	13
8	GARANTIE DE STABILITE DES MOYENS HUMAINS MOBILISES PAR LE TITULAIRE	14
8.1	REPRESENTATION DU TITULAIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
8.2	CONDUITE DES PRESTATIONS PAR UNE PERSONNE NOMMEEMENT DESIGNEE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
9	GARANTIE	14
10	RESILIATION	14
11	DROIT ET LANGUE	15
12	DÉROGATIONS	15

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne un accord-cadre multi-attributaires s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et de marchés subséquents concernant des prestations d'équipement en radars et Ecdis, par du matériel Naco Marine (ex Wartsila) pour nos navires ainsi que les pièces de rechange associées.

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Allotissement

Sans objet.

1.3 Décomposition en tranches

Sans objet.

1.4 Les marchés subséquents

Ils porteront sur des prestations de remplacement de radars et d'Ecdis sur les navires. Ils seront chiffrés forfaitairement, toutes sujétions comprises. Les prix ne pourront pas être supérieurs aux prix du Bordereau des Prix unitaires remis pour l'accord-cadre. Les ajustements de prix des pièces seront clairement identifiés ainsi que l'actualisation des frais de mains d'œuvre.

A un marché subséquent correspondra un ou plusieurs navires à équiper.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin. Les prix remis indiqués dans le BPU


Lesdits titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions de la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent. Les délais indiqués dans la lettre de consultation doivent être impérativement respectés.

Les critères d'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante : Critères : 1-Valeur technique 2-Prix des prestations.

Dans tous les cas l'offre économiquement la plus avantageuse est retenue. Chaque marché subséquent est attribué sur la base des critères relatifs aux prix des prestations et à la valeur technique de l'offre. Toutefois, la pondération de ces critères sera variable d'un marché subséquent à l'autre en fonction de leurs spécificités propres et sera précisée lors de chaque consultation.

2 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre ainsi que leur ordre de priorité figurent à l'acte d'engagement (AE).

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

3 SOUS-TRAITANCE

Tous les éléments ou dispositions qui seront relatifs à la sous-traitance dans le présent accord-cadre se feront en application des articles R.2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Le contrat de sous-traitance permet au titulaire d'un accord-cadre de faire exécuter une partie de celui-ci par un tiers.

Si l'entreprise recourt à la sous-traitance, que ce soit dans le cadre de son offre initiale ou bien en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est rappelé d'une part l'interdiction d'une sous-traitance totale, d'autre part que l'entreprise titulaire de l'accord-cadre demeure l'entreprise principale et donc à ce titre responsable de la totalité de l'accord-cadre.

En application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas sous-traiter les tâches suivantes, considérées comme essentielles par le pouvoir adjudicateur :

- la pose des équipements

3.1 Modalités d'acceptation et d'agrément

Les dispositions suivantes s'appliquent sans préjudice des dispositions prévues aux articles R. 2193-3 à R. 2193-9.

Le titulaire adresse l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4, disponible sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment signé par les deux parties.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R.2143-3 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Les prestations sous-traitées devront y être détaillées.

Seront jointes au DC4 :

- les annexes présentant les capacités techniques, financières, professionnelles du sous-traitant et l'annexe prouvant l'habilitation du signataire représentant l'entreprise sous-traitante à l'engager.
- une déclaration du candidat (formulaire DC2, disponible sous <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée.
- un extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription.
- un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger la communication du contrat de sous-traitance.

Le titulaire devra impérativement adresser l'acte spécial de sous-traitance 21 jours minimum avant tout début d'intervention du sous-traitant sur le chantier et à l'adresse suivante :

GENAVIR
 1625 route de Sainte Anne
 Centre Ifremer de Brest
 CS 20071
 29280 Plouzané
 avec copie de la demande à l'adresse mail suivante :
service_achats@genavir.fr
 et sen@genavir.fr

Le délai d'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ne commence à courir qu'à réception d'un dossier complet.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le sous-traitant présenté par le titulaire de l'accord-cadre si les capacités techniques, économiques et financières du sous-traitant sont jugées insuffisantes.

3.2 Régime financier

Les dispositions des articles R. 2193-17 à R. 2193-22 du code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

4 PRIX – REGLEMENT DES PRESTATIONS

4.1 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, le titulaire aura indiqué dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et ses cotraitants.

4.2 Type et contenu des prix

Les prix comprennent outre les fournitures, les taxes diverses, prescriptions, garanties, sujétions et obligations du contrat et d'une façon générale tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations de l'accord-cadre (ex : frais de transport).

Les prix de l'accord-cadre sont hors T.V.A.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

Achats hors Bordereau des prix unitaires et devis estimatif

Le pouvoir adjudicateur pourra commander d'autres fournitures dans la ou les familles d'achats correspondantes aux prestations de l'accord-cadre, sur la base du ou des catalogues fournis par le titulaire.

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

Pour la facturation de ces articles, il sera fait application des prix unitaires du fournisseur en vigueur au moment de la commande, aux quantités réellement livrées, et avec application de la remise correspondante.

Les marchés subséquents

La décomposition Globale et Forfaitaire sera privilégiée sur les marchés subséquents. Toutes les informations seront indiquées lors de la consultation.

4.3 Forme des prix

4.3.1 Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix sont révisables par ajustement pour les pièces.

Les prix de la main d'œuvre seront révisables suivant la formule indiquée dans le 4.3.3

4.3.2 Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro", soit :

M₀ = Mois de remise de l'offre
--

4.3.3 Modalités de révision des prix

4.3.3.1 Sur la main d'œuvre

Les prix de l'accord-cadre figurant dans le bordereau des prix unitaires, pour la main d'œuvre, seront révisables suivant la formule ci-dessous. Ils seront révisables 1 fois par an à la date anniversaire de l'accord cadre, au dernier indice connu à cette date.

P₀	=	prix H.T., base accord-cadre, de la main d'œuvre
P	=	prix révisé H.T.
Indo = valeur de l'indice/index à la date d'établissement des prix		
Indice/index utilisé		Formule de révision
Ind1 = Indice des salaires mensuels de base - Industries mécaniques et électriques (IME) Identifiant 010562712		P = P₀ (0,15 + 0,85 x (Ind1r / Ind1o))

4.3.3.2 Sur les pièces

Les prix de l'accord-cadre figurant dans le bordereau des prix unitaires pour les pièces de rechange seront révisables par ajustement sur la base du barème public en vigueur du titulaire, déduction faite des remises consenties le cas échéant.

L'ajustement pourra se faire une fois par an à la date anniversaire du contrat.

Pour que le tarif issu d'un ajustement puisse s'appliquer, le titulaire doit, un mois avant la date anniversaire, adresser par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposé contre récépissé au maître d'ouvrage le nouveau barème.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci.

En cas d'absence d'observations du pouvoir adjudicateur dans un délai de 21 jours, les nouveaux prix s'appliquent aux bons de commande passés après l'expiration du délai précité.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

En cas d'observation du pouvoir adjudicateur sur ces prix, le nouveau tarif n'entrera en vigueur qu'après accord exprès du pouvoir adjudicateur

- Clause de sauvegarde :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité en cas d'augmentation supérieure à 5 % sur un article.

En cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur notifie la décision de résiliation au titulaire.

La résiliation prend effet 3 mois après la réception de cette décision. Les prix applicables pendant cette période sont ceux du dernier tarif accepté par le pouvoir adjudicateur.

Achats hors Bordereau des prix unitaires et devis estimatif

Les prix relatifs à ces articles seront révisables par ajustement. En conséquence les articles seront facturés sur la base du barème de référence en vigueur dans la société au moment de la commande assortis de la remise correspondante telle qu'indiquée.

4.3.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

4.4 Règlement des comptes

4.4.1 Facturation des fournitures

Elles seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

4.4.2 Modalités de facturation

La date de facturation En complément des éléments évoqués ci-dessus, les demandes de paiement comporteront chacune le numéro de la commande génératrice, la désignation des documents contenus dans le colis, la quantité livrée, le taux et le montant de la T.V.A.

En cas d'absence d'une de ces informations, la facture sera retournée au titulaire.

4.4.2.1 Pour Genavir

Le titulaire transmettra sa demande de paiement par courrier adressé à la SPL :

GENAVIR
1625 route de Sainte Anne
Centre Ifremer de Brest
CS 20071
29280 Plouzané

Et par mail à l'adresse mail suivante : facturation@genavir.fr
avec en copie à: sen@genavir.fr

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

4.4.2.2 Pour Ifremer

Pour les prestations commandées par l'Ifremer, le Titulaire adresse sa facture à l'Ifremer. Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :

https://chorus-pro.gouv.fr NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER SIRET : 330 715 368 00032 Code de service : METROPOLE_DOM

4.4.3 Modalités de règlement

Le mode de règlement retenu est le virement avec paiement à 30 jours date de facture à la réception du projet de décompte dans les conditions prévues à l'article 4.4.2. ci-dessus.

Les modalités de règlement seront indiquées dans les pièces des marchés subséquents, le cas échéant.

Les intérêts moratoires seront appliqués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

4.5 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1.3 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021.

4.6 Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fera conformément aux articles R.2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

5 **CONDITIONS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES**

5.1 **Modalités de commande**

5.1.1 **Modalités de commande Articles au bordereau des prix**

Les fournitures sont commandées au fur et à mesure des besoins. Des bons de commande, signés par le représentant légal de Genavir ou de l'Ifremer ou par toute personne habilitée, sont établis à cet effet et transmis par mail ou tout moyen assurant une date certaine d'émission.

Les pièces seront commandées, au fur et à mesure des besoins, au titulaire ayant l'offre économique économiquement la plus avantageuse, sur les pièces à approvisionner. Le délai de disponibilité sera un facteur de choix.

Contenu des bons de commande

Le contenu des bons de commande est le suivant :

- Référence de l'accord-cadre
- Date d'émission du bon de commande
- Désignation et quantité des fournitures commandées, éventuellement référence du devis du fournisseur
- Montant de la commande
- Lieu de livraison

5.1.1.1 **Délai**

Le délai de livraison est indiqué dans l'acte d'engagement. Il démarre à l'heure de passation de la commande.

5.1.1.2 **Conditionnement et emballage**


L'emballage des fournitures devra être réalisé dans des conditions telles que tout risque de détérioration au cours des transports et des manipulations soit évité. Le titulaire devra prévoir un conditionnement spécifique pour les produits fragiles.

Dans un souci de limitation des impacts environnementaux de la prestation, le titulaire devra limiter le volume d'emballage des produits livrés et proposera dans la mesure du possible des emballages mono-matériaux, ou en carton recyclé.

5.1.1.3 **Modalités de livraison**

Les fournitures seront livrées à l'adresse figurant sur le bon de commande. Les lieux de livraison dépendront du lieu de navigation du navire.

Les commandes livrables en France métropolitaine seront frais de port en sus pour les commandes inférieures à 5 000 €HT.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

Avant toute livraison, le fournisseur devra en informer les personnes ou services concernés dont le n° de téléphone et fax figurera sur le bon de commande ; la livraison ne pourra se faire qu'après accord sur la date et l'heure.

Toutes les livraisons devront comporter un **bordereau de livraison** mentionnant les quantités livrées. Ces bordereaux de livraison seront datés et signés avec le nom et cachet ainsi que le nom de la personne réceptionnant les articles et toute observation.

5.1.2 Modalités de commande des marchés subséquents

Les modalités seront indiquées dans les pièces de marché des marchés subséquents. Genavir va équiper toute la flotte de la technologie Wartisla en radars et Ecdis, au fur et à mesure des arrêts techniques des navires.

En amont de l'arrêt, les 2 attributaires seront consultés pour remettre une offre forfaitaire pour équiper le navire identifié. Les pièces du marché subséquent donneront les informations nécessaires pour la remise d'une offre.

5.2 Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française (ou à défaut en anglais), nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures/matériels livrés et à leur entretien courant ainsi que la documentation technique avancée (*Maintenance manual*). Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

5.3 Pénalités pour retard

5.3.1 Pour les pièces de rechange

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021, les pénalités appliquées seront les suivantes :

- 5 % du montant de la commande en retard / semaine de retard.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 100 H.T. pour l'ensemble de l'accord-cadre.

5.3.1 Pour les marchés subséquents

Les pénalités seront indiquées dans les pièces de marché dédiées au marché subséquent.

5.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 54. du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021.

5.5 Clause de non exclusivité

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires de l'accord-cadre. Le montant cumulé de tels achats ne peut dépasser 5 % du montant maximum total HT de

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

l'accord-cadre. Cette possibilité s'exerce sans préjudice des engagements du pouvoir adjudicateur quant au respect de l'éventuel montant minimum de l'accord-cadre.

6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 Retenue de garantie

A déterminer pour les marchés subséquents.

6.2 Avance

L'Option B du C.C.A.G. du CCAG susmentionné est retenue dans le calcul de l'avance.

Sous réserve d'accord exprès dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Le montant de l'avance est fixé à 15 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par la durée de l'accord-cadre exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, il commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre, atteint ou dépasse 65 % du montant minimum de l'accord-cadre.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

7 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS - ASSURANCES

7.1 Constatation de l'exécution des prestations

La constatation de l'exécution des prestations se fera conformément aux dispositions des articles 29 à 36 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021.

La livraison sera effective et conforme lorsque les bordereaux de livraison et de transport auront été visés et signés.


Toutes fournitures ou matériels défectueux (mauvais conditionnement, dégradations), périmés ou ne correspondant pas à la commande seront réexpédiés au fournisseur et remplacés par ce dernier à ses frais exclusifs sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucun recours. Les fournitures de remplacement devront être livrées dans le même délai que le délai prévu initialement.

7.2 Prescriptions générales

Toutes les prestations devront respecter et appliquer les normes et prescriptions françaises et européennes en vigueur et plus particulièrement les normes applicables en matière de santé des personnes et d'environnement.

7.3 Assurances

Le titulaire ainsi que les cotraitants désignés dans l'accord-cadre doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers y compris Genavir, en cas d'accidents ou de

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'attestation mentionnant l'étendue de cette garantie.

Le titulaire s'engage à fournir les attestations actualisées si nécessaire.

7.4 Justificatifs à fournir en cours d'exécution de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions en vigueur du Code du travail, le titulaire devra fournir tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :

Pour le titulaire ou membre du groupement titulaire établi en France

- Dans tous les cas :

- une attestation de vigilance : attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D 8222 5 1° du code du travail) ;

Vous pouvez utiliser le service en ligne « [Mon URSSAF](#) » pour générer ce document.

- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D 8222 -5-1°-b du code du travail).

- Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.

Pour le titulaire ou membre du groupement titulaire établi ou domicilié à l'étranger

- un document mentionnant (article D 8222-7-1°-a du code du travail) son numéro individuel d'identification attribué en application de [l'article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*) du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.
 - un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- **Dans le cas où** son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, **l'un des documents suivants** (*article D 8222-7-2° du code du travail*) :
- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

Par ailleurs, le cas échéant, le candidat fournira les pièces demandées aux articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

8 GARANTIE DE STABILITE DES MOYENS HUMAINS MOBILISES PAR LE TITULAIRE

Les modalités seront indiquées dans les marchés subséquents, le cas échéant.

9 GARANTIE

Le titulaire doit assurer une garantie pièces, d'une durée d'un an à compter de la date d'admission des fournitures.

La garantie pièces et main d'œuvre sera indiquée dans les marchés subséquents pour les prestations d'équipement complet de navire.

10 RESILIATION

Les stipulations du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021, sont applicables.

	Gérer les achats	
	Cahier des Clauses Administratives Fournitures	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-08-2025 – Remplacement des radars et installations d'Ecdis (Electronic Chart Display and Information System), par du matériel Naco Marine (ex Wartsila), sur les navires de la flotte océanographique opérés par Genavir.

En cas de résiliation pour faute du titulaire prononcée en application de l'article 50 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée de l'accord-cadre. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

11 DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Brest est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

12 DÉROGATIONS

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021, par l'article 1 de l'A.E.

Le CCTP prévaut sur le CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces.

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021 par l'article 5.3 du CCAP.

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG TIC) – 2021 par l'article 5.3 du CCAP.

Fin du CCAP